

## Études internationales



**Douglas W. BLUM (dir.), *Russia and Globalization. Identity, Security and Society in an Era of Change*, 2008, Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 383 p.**

Aurélien Campana

Volume 40, numéro 3, 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/038100ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/038100ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Campana, A. (2009). Compte rendu de [Douglas W. BLUM (dir.), *Russia and Globalization. Identity, Security and Society in an Era of Change*, 2008, Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press, 383 p.] *Études internationales*, 40(3), 462–464. <https://doi.org/10.7202/038100ar>

et d'aide de l'UE et des États-Unis sur les pays en développement.

En essayant d'évaluer les résultats de ces politiques, la plupart des articles se rejoignent quant à la nécessité de réviser et d'approfondir les schémas de coopération entre l'UE et les pays en développement qui, dans la majorité des cas étudiés, ont été historiquement bénéfiques, mais qui peuvent actuellement présenter des fissures et des besoins de mise à jour. De toute façon, l'impact de l'aide multilatérale de l'UE sur la croissance économique des pays en développement est remis en question. Il est ainsi argumenté que ce soutien n'a pas été décisif dans les pays les plus pauvres et ne s'est pas révélé efficace comme instrument d'aide à l'amélioration de la compétitivité de ces économies. Les explications ont plusieurs facettes, mais ce qui prédomine est la vue que l'aide n'est pas toujours un instrument utilisé pour stimuler la croissance sur le plan macro-économique. Quant à la comparaison entre l'efficacité des politiques de l'UE et celles des États-Unis, Nilsson conclut que les préférences octroyées par l'UE ont été en général plus avantageuses en portée et en profondeur que celles offertes par les États-Unis. Selon Belfrage, l'aide de l'UE aurait des effets à plus long terme, avec des impacts réels plus importants sur la production locale des pays en développement que sur celle des États-Unis, surtout parce que les projets de l'UE s'orientent vers l'amélioration des infrastructures rurales et, aussi, tendent à stimuler leurs exportations vers les pays donateurs de l'aide.

Le livre est stimulant pour la réflexion, parce qu'il révisé beaucoup d'arguments sur lesquels repose l'aide économique aux pays pauvres. Il se distingue par la rigueur de ses méthodes

d'analyse quantitatives et qualitatives appliquées à la recherche. Le résultat final, très satisfaisant, est souligné tant par la rigueur dans l'application des modèles analytiques que par la vue d'ensemble qui se dégage des différentes études de cas, dans un contexte international de diffusion de la connaissance orientée vers l'obtention des meilleures pratiques dans la formulation des politiques de coopération régionale et comme base d'appui pour la prise de décisions plus efficaces.

Raúl BERNAL-MEZA  
et Gustavo ALBERTO MASERA  
*CERIAL, Mendoza, Argentine*

#### *ANALYSE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE*

##### **Russia and Globalization. Identity, Security and Society in an Era of Change**

*Douglas W. BLUM (dir.), 2008,  
Baltimore, MD, The Johns Hopkins  
University Press, 383 p.*

Née sur les ruines de l'Union soviétique à la fin de 1991, la Fédération de Russie en transition a très rapidement dû faire face aux défis posés par la mondialisation. Cet ouvrage collectif, dirigé par D. Blum, offre une analyse des effets engendrés par la mondialisation sur les politiques intérieures et étrangères et sur la société russes. Il adopte un angle jusque-là peu privilégié dans l'étude des transformations sociales et politiques qui ont affecté la Fédération de Russie, et propose un regard renouvelé sur l'évolution de la politique étrangère russe depuis 1991. En effet, il interroge les interconnexions entre la construction de la puissance et celle d'une identité politique aux contours incertains, et se

penche sur les tensions multiples engendrées par ces processus.

Les thématiques abordées par les auteurs sont très diverses. Elles concernent aussi bien le déclin démographique, le sous-développement de la société civile russe que la conception russe de la justice dans les relations internationales et les doctrines géopolitiques. Les différents chapitres s'appuient avec plus ou moins de réussite sur le cadre interprétatif proposé dans l'introduction par U. Hedetoft et D. Blum. Ces derniers analysent les dialectiques entre la mondialisation et quatre « nœuds ». Se plaçant dans une perspective constructiviste, ils étudient les effets de la mondialisation sur la souveraineté, sur les interactions entre les élites et les masses, sur l'élaboration d'une histoire collective et d'une identité politique, de même sur la perception des menaces et l'évolution des scénarios de sécurité.

La question de la souveraineté apparaît centrale dans les différents chapitres. Comme le relèvent les auteurs de l'introduction, cette question est la plus épineuse en Russie et recouvre des dimensions tant territoriales, politiques, symboliques qu'économiques. D'ailleurs, les différentes analyses montrent que la vision de la souveraineté, telle qu'elle est développée dans les cercles dirigeants russes depuis 1991, a fortement conditionné l'insertion de la Fédération de Russie dans les processus globaux.

La question de la souveraineté imprègne ainsi très largement les visions de la politique étrangère. Mikhail Troiskiy montre que la Russie est vue en Russie même comme une puissance, malgré le net recul qu'elle a subi durant les années 1990. Dès lors, la politique

étrangère est articulée autour de la notion de justice : les dirigeants russes cherchent à asseoir leur « juste poids » dans les décisions internationales et, pour ce faire, réclament l'intégration de la Fédération dans les organisations internationales. Eduard Solovyev rappelle d'ailleurs que le concept d'ordre juste se trouve au centre de la conception de la multipolarité, telle que définie en Russie. Légèrement diluée par la vision plus pragmatique adoptée par Vladimir Poutine, la notion de justice refait surface dans les discours, alors que le redressement opéré depuis les années 2003-2004 a permis à la Russie d'étendre son influence, en particulier auprès de ses voisins. Solovyev parle de retour de la géopolitique comme d'une réponse à la réaction des États-Unis, au contournement par ces derniers des organisations internationales et à l'échec de la Russie à intégrer l'Organisation mondiale du commerce, entre autres. Ce retour de la géopolitique, s'il révèle parallèlement la crise d'identité que traverse la Russie depuis 1991, semble consacrer la vision dominante d'une nécessité pour le pays de dessiner sa propre trajectoire de développement dans un environnement sécuritaire changeant.

La stratégie adoptée pour lutter contre les restrictions imposées à la souveraineté russe par la mondialisation oscille, comme le montre A. Fenenko, entre deux tendances en politique étrangère : l'étatisme et le libéralisme. La première semble l'emporter depuis 2004. Une telle tendance s'observe également sur la scène politique intérieure, avec, notamment, la reprise en main des régions. Toutefois, certaines pratiques qui se sont développées dans les années 1990 et qui ont conduit à un renforcement de l'identification locale même dans les

sujets constitués sur une base territoriale et non ethnique, ne semblent pas, selon E. Vodichev et V. Lamin, enrayées. Bien au contraire, le décalage entre « la totalité du pays » et les constituantes de la Fédération apparaît aujourd'hui patent.

Malgré une grande disparité entre les chapitres et le caractère peu original de certaines analyses, il est à noter que tous les textes sont basés sur une recherche empirique fouillée. Ils ajoutent sans conteste à la compréhension des évolutions de l'État et de la société russes, des transformations de la politique étrangère russe et des positionnements de la Russie sur la scène internationale. En particulier, ils replacent les efforts de recentralisation décidés par Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir dans une perspective plus large. Ils montrent ainsi les difficultés de l'État russe à s'adapter à la mondialisation et à ses contraintes. Comme le souligne D. Blum en conclusion, l'État russe ne parvient pas à gérer la mondialisation et à contrer les tensions sociales créées à la fois par son incapacité à se réformer et à résoudre les problèmes qui semblent aujourd'hui les plus cruciaux (Tchéchénie, montée de l'Islam radical, migrations).

La reprise en main de l'État apparaît dès lors comme l'une des solutions à ces tensions sociales et politiques et aux incertitudes liées à l'émergence d'un nouvel environnement sécuritaire. Le repli sur soi que l'on peut observer depuis 2004 participe de la volonté politique de maintenir, voire de renforcer, dans un contexte d'interdépendances accrues, une ligne claire entre l'« internalisation » et la mondialisation. Cet ouvrage intéressera donc au plus haut point les spécialistes de la Russie, mais aussi tous ceux qui étudient des États

en transition ou encore ceux qui analysent les effets de la mondialisation à différents niveaux.

Aurélien CAMPANA

Département de science politique  
Université Laval, Québec

### **The Limits of American Power. Prosecuting a Middle East Peace**

Douglas STURKEY, 2007, Cheltenham,  
Edward Elgar, 236 p.

*The Limits of American Power* entend évaluer *post hoc* la puissance des États-Unis et ses limites en considérant les tentatives de règlement du conflit israélo-arabe dans le contexte unipolaire de l'après-guerre froide qui consacre la suprématie américaine.

Sturkey situe d'abord l'ambition de résoudre ce conflit dans le cadre de la vision globale commune selon lui, à quelques différences d'approche près, aux présidents Bush I, Clinton et Bush II. Après avoir cerné les intérêts américains au Moyen-Orient (soutien à Israël, pétrole à prix accessible, lutte contre la prolifération des armes de destruction massive et contre le terrorisme), il procède à l'analyse des facteurs structurels et conjoncturels qui conduisent Bush I à s'atteler, dans la foulée de la libération du Koweït, à la résolution du conflit israélo-arabe, perçue comme un « bien commun » à dispenser.

Considérant la puissance comme le moyen par lequel un État influence les « autres » en vue d'atteindre ses objectifs, l'auteur en donne un aperçu peu structuré théoriquement : éminemment relationnelle, la puissance se projette au travers d'instruments économiques, politiques, culturels et idéels – en sus de la force. Il pose que le choix des